

Aider l'agriculture familiale à être plus efficace

Alors que la FAO a fait de 2014 l'année internationale de l'agriculture familiale et que la France y participera activement, la fondation FARM a organisé un colloque à Paris pour définir l'importance de cette forme d'organisation et comprendre les obstacles qu'elle rencontre.

L FaUT donner les moyens à l'agriculture familiale d'être plus efficace pour qu'elle puisse nourrir

une population de plus en plus urbaine. C'est l'idée appuyée par plusieurs orateurs lors du colloque « nourrir les villes : une chance pour les agricultures familiales ? », organisé par la fondation FARM, vendredi 13 décembre, à Paris.

Mais les choses sont loin d'être faciles pour ce type d'organisation, qui fait face à de nombreux obstacles, au Nord comme au Sud. Pour André Beaudoin, secrétaire exécutif de l'union des producteurs agricoles développement international du Québec il y a quatre façons de « *tuer l'agriculture familiale, qui sont aujourd'hui toutes réunies* ». D'abord, « *la libéralisation des marchés* ». Il demande au contraire de « *prôner une meilleure protection des marchés, ce qui ne veut pas dire se couper du reste du monde* ». Ensuite, la réglementation « *bien souvent excessive* », qui a pour effet de « *tuer l'agriculture de proximité et de concentrer la production* », car seules les grandes entreprises ont les moyens de résister aux investissements nécessaires. Il pointe également l'accès difficile aux capitaux, expliquant que « *les outils financiers ne sont pas adaptés pour permettre à l'agriculture familiale de se développer* », et dénonce enfin les problèmes d'accès au marché, avec notamment le dumping. « *Si on imaginait des mécanismes adaptés à l'agriculture familiale, elle peut produire aussi efficacement que les grandes entreprises* », assure-t-il.

La CEDAO veut copier l'Europe

Ces idées, le Togolais Lapodini Marc Atouga, commissaire de la communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) chargé de l'agriculture, les partage. Dans un discours enflammé, il a clairement pris position contre les règles de libre-échange imposées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). « *Tous les pays qui ont réussi en agriculture sont ceux qui ont protégé leur agriculture, donné des subventions massives et permis des taux*

L'année internationale de l'agriculture familiale lancée en France

L'année internationale de l'agriculture familiale a été officiellement lancée en France par les ministères de l'agriculture et des affaires étrangères lors d'un colloque, mercredi 18 décembre à Paris. 2014 a été déclarée année de l'agriculture familiale par l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO). En France, plus de 70 initiatives sont prévues tout au long de l'année sur tout le territoire, allant de l'aide internationale à l'organisation de manifestations publiques. Le Salon international de l'agriculture 2014 y sera largement consacré, avec notamment une journée complète le 26 février en présence de nombreux acteurs français et internationaux.

Pour Ibrahima Coulibaly, ambassadeur de la FAO, « *c'est une opportunité incroyable de trouver des solutions concrètes pour les agriculteurs* ». Il rappelle que l'agriculture familiale, c'est « *deux milliards de personnes*

qui créent leur emploi, leur nourriture, nourrissent les autres, dans des contextes souvent difficiles ». Appelant à « *cibler les aides vers les circuits maîtrisés par les agriculteurs* » et à freiner l'agriculture de firme, il affirme que l'ouverture des marchés africains imposée par les organismes internationaux est néfaste aux paysans, ce qui entraîne « *un péril pour la stabilité du monde* » : « *Contre les conflits armés, les paysans sont la solution* », assène-t-il.

Le ministre de l'agriculture Stéphane Le Foll considère aussi l'agriculture familiale comme une opportunité pour les pays du nord, et rappelle que « *la dernière réforme de la Politique agricole commune conforte déjà son soutien à une agriculture familiale, notamment par la possibilité qui est créée d'aides majorées sur les premiers hectares ou encore le soutien aux organisations économiques agricoles* ».

Les politiques

d'intérêt bas », rappelle-t-il. « Des choses qu'ils sont venus nous interdire de faire à travers la Banque mondiale », regrette-t-il. Une situation que la CEDEAO n'acceptera plus : « Les quinze pays de la CEDA O ont compris : nous allons mener des politiques propices à l'émergence de notre secteur agricole. 90% de nos agriculteurs ont des exploitations familiales, nous allons essayer de les protéger et de créer les conditions de leur efficacité », assène Lapodini Marc Atouga.

Parce que « *le bien-être des populations ne se négocie pas* », la zone économique va ainsi prendre plusieurs mesures. Des règlements vont être adoptés pour simplifier et harmoniser les règles d'homologations dans la zone CEDEAO, car « *pour produire, il faut des intrants en quantité et en qualité* ». Parce que « même l'agriculture familiale a besoin d'investir, nous allons mettre les moyens pour que les taux d'intérêts soient de moins de 6%, alors que la Banque mondiale veut laisser nos paysans face aux banques commerciales, avec des taux d'intérêt qui peuvent aller jusqu'à 25% ». Le commissaire chargé de l'agriculture affirme également que « *des stocks de réserve alimentaires régional en Afrique de l'ouest* » vont être créés, et que la libre circulation des produits dans la zone, ce que certains Etats ne respectent pas, va être favorisée. « *On n'invente pas la roue, on l'adapte : on va faire ce que vous avez fait !* », conclut-il. (Yc)